

L'économie canadienne a progressé à un bon rythme cette année. Mais les difficultés éprouvées sur le plan international ont créé de l'incertitude dans le monde des affaires. Elles sont maintenant dissipées. Nous pouvons donc nous attendre à une relance de l'économie du pays.

Nous avons aussi raison de nous féliciter de nos rapports internationaux. Nous étions inquiets et perplexes quant à l'orientation du commerce et des politiques financières des États-Unis, surtout quant aux intentions de ce pays à l'endroit du Canada. L'accord conclu cette fin de semaine-ci devrait aider à nous rassurer. Nos autres associés du groupe des Dix ont prouvé qu'ils comprenaient parfaitement la situation du Canada.

Je passe maintenant à certains aspects particuliers des conséquences de cet accord pour le Canada.

D'abord, le taux de change. Il dépendra des forces fondamentales du marché du change. Nous interviendrons seulement pour y maintenir l'ordre. Je signalerais, monsieur l'Orateur, que les transactions sur le marché du change ont été nombreuses aujourd'hui, et que le cours du dollar canadien est exactement ce qu'il était à la fermeture vendredi dernier.

#### AMÉLIORATION DE LA POSITION CONCURRENTIELLE CANADIENNE

Je ne prévois pas que les termes de l'accord aient un effet marqué sur la contre-valeur du dollar canadien. Et je soulignerais qu'en soi la hausse de valeur de l'or n'aura aucun effet direct sur la valeur relative des dollars américain et canadien.

Nous avons des raisons d'escompter un accroissement plus prononcé de nos exportations. Il y a, entre autres, l'élimination de la surcharge et les aspects discriminatoires du crédit d'investissement. La hausse du cours des autres devises améliorera notre position concurrentielle. Par ailleurs, il faut s'attendre aussi à une recrudescence plus rapide de nos importations, par suite du regain de confiance et d'une reprise accélérée de la production et des investissements au Canada. Cette année, l'essor de l'économie canadienne s'est traduit par une croissance plus rapide de nos importations par rapport à nos exportations et par une baisse de l'excédent commercial.

Notre politique a été de diminuer nos importations de capitaux. J'ai demandé aux emprunteurs canadiens de recourir aux marchés canadiens pour pourvoir à leurs besoins. Je réitère cette demande aujourd'hui. Je persiste à croire qu'il nous est plus pratique et plus à propos de pourvoir davantage à nos besoins financiers en puisant à même nos propres épargnes.

En deuxième lieu, je mentionnerais les discussions bilatérales entre le Canada et les États-Unis au sujet des questions commerciales. L'accord

monétaire révèle que ces discussions n'avaient pas directement trait à la surtaxe dont les États-Unis ont frappé les importations ou à un nouvel alignement monétaire. Des questions commerciales préoccupent en effet les deux parties. Les discussions portant sur ces questions progressent, et le Gouvernement a l'intention de hâter le règlement de la situation. Le Canada et les États-Unis sont les deux plus importants associés commerciaux du monde. Nous espérons éliminer tout élément de friction dans nos relations commerciales. Au moment opportun, mon collègue, le ministre de l'Industrie et du Commerce rendra compte à la Chambre du résultat de ces discussions.

Troisièmement, la suppression de la surtaxe américaine sur les importations nous permettra de cesser l'application de la loi de soutien de l'emploi.

Ces négociations n'ont pas été faciles. Du fait de la complexité essentielle de leurs objets, il y a eu de nombreux entretiens bilatéraux et multilatéraux. Il y a eu les entretiens à l'échelon des fonctionnaires. Quatre réunions des ministres et gouverneurs du Groupe des Dix ont été tenues, et j'ai présidé les deux premières alors que, selon la pratique de roulement, les deux dernières ont eu l'avantage de la présidence énergique et résolue du secrétaire Connally. Il y a eu des rencontres de chefs d'États. Sans aucun doute, la rencontre d'il y a deux semaines entre notre premier ministre et le président Nixon a favorisé le résultat satisfaisant du point de vue du Canada.

Nos efforts ont maintenant été amplement couronnés de succès.

L'accord a été accueilli avec enthousiasme dans le monde entier et, j'en suis certain, par tous les Canadiens.

#### DES POMMES POUR L'AFRIQUE DU SUD

Le ministre de l'Agriculture, M. H. A. Olson, a annoncé récemment que la République de l'Afrique du Sud vient d'autoriser l'accès de son marché aux pommes canadiennes.

Cette décision fait suite à des entretiens qui ont lieu en novembre à Pretoria (Afrique du Sud) entre une mission pomicole du Gouvernement canadien et les hauts fonctionnaires des services techniques de la République de l'Afrique du Sud.

Il ne s'est fait aucune exportation de pommes canadiennes en Afrique du Sud depuis 1966, alors que le Gouvernement de ce pays en avait interdit l'entrée à cause de problèmes liés aux insectes.

L'Afrique du Sud a convenu de réadmettre les pommes canadiennes chez elle à la suite de preuves fournies par la mission, que le Canada dispose maintenant d'un mode de fumigation mis au point par son ministère de l'Agriculture pour traiter avant l'expédition les pommes canadiennes contre les insectes.